

Au lieu de faire des considérations qui ne convaindraient pas les personnes intéressées à ne pas accepter les arguments canadiens, je préfère exprimer l'espoir que l'opinion publique réagira contre les exigences de l'organisation électorale et engagera le gouvernement américain à déférer toute l'affaire à des arbitres, comme dans le cas de l'Alabama.

Dans cette circonstance, les Etats-Unis et la Grande-Bretagne donnèrent à tout l'univers un exemple admirable, et l'on exprima alors l'espoir qu'à l'avenir les nations régleraient leurs difficultés de cette manière, au lieu d'avoir recours à l'extrême moyen de la guerre. Pourquoi ne pas suivre le précédent que l'on offrait alors à tout le monde ?

Permettez-moi encore quelques mots sur une autre question importante. Dans son grand discours d'Aurora, où il développa de si grands projets,—qui sont encore sur le papier—M. Blake approuvait l'idée de la fédération impériale. Cela s'accorde, à coup sûr avec ses principes de libre-échange, mais très peu, je le crains, avec les intérêts du Canada. Fédération impériale veut dire libre-échange avec la Grande-Bretagne et ses colonies, mais protection contre tout le monde, avec l'avantage d'être protégé contre l'agression étrangère par la Grande-Bretagne, en cas de trouble à son sujet et privilège de prendre part à ses batailles. Il m'est inutile de vous dire où nous conduirait ce système mixte de protection et de libre-échange. Vous verriez le Canada transformé en marché de sacrifice pour les fabricants anglais, jusqu'à ce que nos industries fussent détruites. Alors nous aurions le grand avantage d'être consommateurs au profit des producteurs d'Angleterre.

Je ne fais pas là un tableau fantaisiste. Ce ne sont pas des fictions, mais des probabilités qui demain seraient des faits.

Mais une autre question se pose devant le pays. Un nouvel élément s'est récemment élevé et demande sa part de responsabilité dans le gouvernement du pays. Je parle de la question du travail. Quelques-uns voient là un grand danger social ; d'autres sont effrayés du dénouement, et prédisent la plus terrible des révolutions qu'on ait encore vues, si le problème est résolu en faveur des classes laborieuses. Je ne suis pas, monsieur le président, un de ces alarmistes. J'ai foi dans les classes